



Nouvelle équipe gouvernementale

Les Togolais, entre sentiments d'appréciations et d'attentes

Le Togo connaît depuis quelques jours l'équipe gouvernementale qui va le conduire pendant les tout prochains mois et qui sera très orientée vers les enjeux de développement. Il faut admettre qu'un effort a été fait pour réduire le nombre de postes ministériels,...



PAGE 2

ETRANGER



Sénégal / Présidentielle 2019

Définitivement exclus, Khalifa Sall et Karim Wade saisissent la Cedeao

Tout comme Karim Wade, l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall, a vu le Conseil constitutionnel rejeter définitivement sa candidature à la présidentielle. Il vient de saisir la Cour de justice de la Cedeao dans le cadre d'une procédure en urgence contre l'État du Sénégal.

PAGE 4

SPORT



Organisation des prochaines CAN

La Côte D'ivoire dit « oui » au glissement de sa CAN 2021 à 2023

Mission réussie pour Ahmad. Après avoir attribué la CAN 2021 au Cameroun, obtenu l'accord de la Guinée d'organiser celle de 2025 en lieu et place de 2023, le président de la CAF...

PAGE 10

Concours « Nana 2019 »

La revalorisation des femmes rondes

Les femmes rondes sont souvent stigmatisées par la société, esclave des codes de minceur...

PAGE 9



Gouvernement Klassou 2

Ce qu'en pensent les Togolais

Après leur nomination et le séminaire auquel ils ont pris part il y a quelques jours, les ministres du nouveau gouvernement ont pour la plupart pris fonction en début de semaine. Ils vont devoir se mettre au travail pour le bien-être des populations togolaises. Ces dernières attendent en tout cas beaucoup d'eux. Voici, l'avis de quelques-uns qui ont bien voulu se prononcer sur le nouveau gouvernement.

PAGE 3

EDITO

Les propos pas très catholiques de Mgr Kpodzro

On ne le dira jamais assez ! La prêtrise n'est pas la politique. Et il demeure évident que bien de prélats togolais qui se fourvoient et se dévoient sur le terrain politique ont clairement à choisir entre la politique et la prêtrise, surtout lorsqu'ils peinent à établir une équation qui permet de rassembler tout ce qui est épars, face à notre contexte politique très clivant où les passions ont toujours eu raison de la Raison. Mgr Philippe Fanoko Kpodzro, Archevêque émérite de Lomé et doyen des évêques du Togo est l'un des tristes symboles du « ratage catholique » dans le traitement des questions politiques au Togo...

PAGE 3

Microfinance

Le nombre de clients enregistrés en 2018 passe à 2 483 190, soit une hausse de 9,5%

Les populations s'intéressent de plus en plus aux institutions de microfinance au Togo. Le nombre de clients a connu une hausse de 9,5% au troisième trimestre...



PAGE 5

	<p>SOMMAIRE</p> <p>RDC / Politique Macron demande à Tshisekedi de répondre à la volonté d'alternance des Congolais</p>  <p>P 4</p>	<p>Finance Des accords de partenariat imminents entre la BOAD et le Mifa</p>  <p>P 5</p>	<p>Concours « Nana 2019 » La revalorisation des femmes rondes</p>  <p>P 9</p>	<p>Violation des droits de l'Homme Entre les gouvernants et leurs opposants, qui faut-il accuser ?</p>  <p>P 10</p>
---	---	---	---	---

Nouvelle équipe gouvernementale Les Togolais, entre sentiments d'appréciations et d'attentes

Le Togo connaît depuis quelques jours l'équipe gouvernementale qui va le conduire pendant les tout prochains mois et qui sera très orientée vers les enjeux de développement. Il faut admettre qu'un effort a été fait pour réduire le nombre de postes ministériels, mettre celui qu'il faut à la place qu'il faut, et promouvoir l'efficacité. En attendant que ces hommes et femmes nous montrent de quoi ils sont capables, les Togolais se prononcent diversement sur la composition de l'équipe du Premier ministre Komi Selom Klassou, ainsi que leurs attentes.



Le Premier ministre Komi Selom Klassou

Beaucoup de Togolais sont impatients d'avoir des solutions idoines et durables à leurs besoins. Plusieurs d'entre eux sont au chômage, les travailleurs tant du secteur public que du secteur privé souhaitent

voir leurs conditions de vie et de travail s'améliorer sensiblement, les entrepreneurs ont envie que l'environnement des affaires leur soit favorable. Le chef de l'Etat avait d'ailleurs promis l'année dernière

20% des marchés publics aux jeunes et femmes entrepreneurs. Les artisans sont dans l'attente d'une situation favorable à l'éclosion des talents qui leur permettra de pouvoir vivre véritablement de leur

métier. Les agriculteurs rêvent de trouver des clients susceptibles d'acheter leurs produits à des prix valorisants. Dans le secteur de l'éducation, la réforme des curricula et la professionnalisation des formations se font attendre. Autant de défis, (la liste pouvant être complétée), sur lesquels les Togolais attendront le gouvernement.

Si certains de nos compatriotes expriment clairement leurs attentes avec une volonté de mettre la pression sur les gouvernants, d'autres par contre préfèrent les juger à la tâche. Il y en a qui pensent que les personnalités qui ont l'honneur de servir le peuple n'ont qu'une seule obligation : remplir correctement la mission pour laquelle elles ont bénéficié de la confiance du chef de l'Etat et de l'ensemble du peuple. « Après leur départ il faut qu'on parle d'eux positivement et non négativement », nous a confié un compatriote.

Face aux nombreux défis et aux difficultés que les Togolais expriment tous les jours ces derniers espèrent une évolution rapide de la situation.

Toutefois, et comme dans n'importe quelle démocratie, il y a ceux qui n'attendent rien du tout du gouvernement dirigé par le Premier ministre Komi Selom Klassou. Certains vont jusqu'à affirmer que ce sont des nominations de remerciement et le but du gouvernement actuel est de permettre au président Faure Gnassingbé de se maintenir au pouvoir et non de répondre aux attentes des Togolais.

Il revient maintenant à monsieur Klassou et à son équipe qui viennent de dérouler un programme ambitieux de montrer que les Togolais doivent garder l'espoir. D'ailleurs, l'équipe en elle-même donne des raisons d'y croire. Aux Togolais d'être patients et de juger l'artisan à la tâche.

La rédaction

Dankpene / Disparition du chef canton de Bapuré

Feu Ledji Biganim conduit dans sa dernière demeure

Le chef canton de Bapuré, feu Ledji Biganim intronisé le 15 août 2010 a rendu l'âme le 1er janvier à l'hôpital préfectoral de Guérinkouka dans sa 33ème année. Il a été conduit dans sa dernière demeure, le samedi 12 janvier à Borlé dans son village natal. Les cérémonies de dernier hommage, ont été marquées par des oraisons funèbres et des témoignages poignants sur la vie du défunt, oraisons et témoignages qui ont plongés l'assistance dans une grande tristesse. Feu Biganim a de par ses qualités d'homme réussi très tôt à conquérir la confiance de ses pairs et des autorités administratives. Ce dernier était soucieux de l'aboutissement des projets du gouvernement dans sa localité.

Sotouboua

Don de bovins et de caprins à des groupements agricoles à Adjengré

Sept groupements du village de Habiè-Gnou dans le canton d'Adjengré, à 15 km au nord de Sotouboua ont bénéficié des dons de bovins, caprins et des baraques remplies de fruits et de légumes, le mercredi 16 janvier. Ce don est à l'actif de l'ONG Direct Aid basée au Koweït et de l'Agence des Musulmans d'Afrique, bureau du Togo. L'objectif de ce geste est d'aider les populations défavorisées des villages du canton, afin de réduire leur pauvreté. Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi a témoigné sa reconnaissance au donateur pour cette action humanitaire qui vient appuyer les efforts du gouvernement afin de promouvoir le bien-être socioéconomique des populations à la base.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

...Chez lui, le Temps peine à réaliser son œuvre et ses propos ne se bonifient pas avec le Temps. Il est tout le contraire du bon vin dont il s'en sert pour dire ses messes. En effet, le vin se bonifie toujours avec le temps...

Comme il en a l'habitude, cet évêque qui a présidé la Conférence nationale, ancien président du Haut Conseil de la République – l'équivalent du Parlement au cours de la période transitoire du début des années 90 – a encore marqué une sortie médiatique au vitriol hier. Il y a longuement abordé les législatives du 20 décembre dernier, élections qui « posent un

bon nombre de questions » de son point de vue.

Mgr Kpodzro a décoché des flèches très critiques et virulentes en direction de l'ONU, l'UE, l'UA, la CEDEAO... dans la gestion des crises : « Oh ! Où va le monde ? Comment comprendre que la communauté internationale, l'ONU, l'UE, l'UA, la CEDEAO ...et les grandes puissances planétaires refusent de dire le droit, la vérité, rien que la vérité et se cantonnent à leurs intérêts égoïstes au grand mépris du sort des populations surtout africaines ? » se demandait-il.

Où va l'Eglise avec de tels prélats aux propos pas du tout catholiques ? Mgr Kpodzro, est-il au moins au parfum de la division que suscite, au sein de la famille

des Evêques en République démocratique du Congo, la question des résultats des dernières élections présidentielles ? Avec une bonne dose de la lumière du Saint-Esprit, Mgr Kpodzro aurait compris, à la lumière de l'actualité internationale que le moment n'était pas approprié pour une telle sortie. Les calottes, les Mitres et les soutanes ne sont plus nécessairement les véhicules de la vérité, fût-elle d'Evangile. Encore que la vérité politique demeure la vérité politique et il faut l'analyser, la comprendre et l'intégrer.

Un prélat devrait être admis en politique quand il ne fait pas de vague et respecte la Loi, les Institutions, etc. de son pays. Mgr Kpodzro est malheureusement un homme aux idées et propos

aussi restreints que le moule conventionnel dicté et fixé par une certaine opposition radicale. Tellement, les propos qu'il débite habituellement ne sont que des « play-back » de ce que nous sert suffisamment une certaine opposition dite radicale au Togo.

«... Il serait à tout le moins illusoire de considérer que le souverain peuple en lutte pacifique pour sa libération, puisse envoyer à la Chambre Parlementaire, une majorité écrasante des députés affiliés à une gouvernance qui l'opprime, le confine dans l'indignité, la misère et semble n'avoir procédé ni aux renouvellements : de son discours, ni de sa pratique politique, ni de ses méthodes de

gouvernance politique et économique... », ces propos qu'on découvre dans l'intervention de l'archevêque ne sont que des mots-clés que certains leaders politiques ici ânonnent et récitent les yeux fermés.

Mgr Kpodzro, tout prélat qu'il est, ne se démarque pas de la vacuité et de l'acidité des esprits frileux de l'opposition radicale qui lance à tout moment ces mots déjà entendus.

Qu'il choisisse entre la politique et l'Eglise. On n'attend pas la même chose d'un prêtre que d'un politicien. S'il restait dans le giron de l'Eglise, cela dénoterait de l'authenticité de ses choix profonds. Il mériterait ainsi notre estime.

Dieudonné Korolakina

Gouvernement Klassou 2 Ce qu' en pensent les Togolais

Après leur nomination et le séminaire auquel ils ont pris part il y a quelques jours, les ministres du nouveau gouvernement ont pour la plupart pris fonction en début de semaine. Ils vont devoir se mettre au travail pour le bien-être des populations togolaises. Ces dernières attendent en tout cas beaucoup d'eux. Voici, l'avis de quelques-uns qui ont bien voulu se prononcer sur le nouveau gouvernement.

Abra Rosaline, ingénieur agronome de travaux

Ce n'était pas surprenant la reconduction du Premier ministre et de plusieurs ministres. Même si à certains postes, un changement aurait fait le plus grand bien, surtout à l'opinion publique mais aussi au fonctionnement de ces ministères. Personnellement je reste très optimiste par rapport au changement qu'il y a eu, surtout au niveau du ministère de l'Agriculture, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, celui de l'Urbanisme et celui des Infrastructures et transport. Cela traduit la volonté du chef de l'Etat d'insuffler un nouvel élan à ces domaines et s'inscrit bien dans la dynamique du nouveau Plan National de Développement. Mais au-delà de tout ça je suis légèrement déçu que la parité ne soit toujours pas atteinte. Et pourtant, nombreuses sont les femmes qui ont fait preuve de leadership politique avec des résultats bien visibles depuis quelques années. On ne peut que rester optimiste et souhaiter bonne chance à ce nouveau gouvernement, espérant voir de grand changement sur le chantier du développement.

Mathieu Dissani, économiste

C'est avec beaucoup de fierté que nous avons appris la reconduction du Premier ministre Selom Klassou à la tête du gouvernement togolais et la composition du nouveau gouvernement Klassou 2. Ce que nous attendons de ce nouveau gouvernement est qu'il accélère les réformes constitutionnelles et institutionnelles nécessaires à l'enracinement de la démocratie et la consolidation de l'Etat de droit et surtout à quelques mois des échéances électorales (locales et présidentielles). Nous attendons aussi de ce gouvernement l'inscription du PND (2018-2022) dans leur agenda comme outils de travail et de référence car il définit les principales ambitions du Togo et les moyens pour les réaliser. Enfin, nous attendons de ce nouveau gouvernement un nouveau souffle et une nouvelle dynamique; qu'il pousse davantage les réformes qu'il aille plus loin notamment dans la simplification administrative.

Délali Zognrah, entrepreneur

Personnellement, je crois que le chef de l'Etat aurait mieux fait de nommer une autre personne à la place de Klassou. Une personne politiquement neutre ou un opposant pragmatique pouvait faire l'affaire. Cela aurait été être une solution politique à la crise et pourrait redémarrer l'économie du pays et alléger les souffrances du peuple. Plus de 70 % des ministres de l'ancien gouvernement ont été reconduits. J'aurais aimé que ce gouvernement soit composé à majorité de nouvelles figures. Enfin, ce qui serait bien, c'est que le gouvernement doit changer de méthodes et travailler réellement pour changer le quotidien des Togolais.

Ariel Nyadeva, étudiant

Moi personnellement, avec ce nouveau gouvernement qu'on nous a présenté, ce n'est pas un bon signe pour répondre sincèrement aux aspirations du peuple. Certes, il y a eu plus de 10 nouveaux ministres entrants, et nous pouvons dire que chacun mérite bien sa place, si je veux parler de l'agriculture qui est confié à un jeune très dynamique et travailleur, celle de la planification aussi.

Par contre, on ne sait pas pourquoi d'autres têtes reviennent toujours même vieilles alors qu'il y a une jeunesse compétente en attente pour servir. Satisfaction totale pour certains sortants mais, il y a mais. Pourquoi reconduire le Premier ministre? A l'heure actuelle, où vont les choses, le président, en tout cas, à mon humble avis devrait chercher à épater le monde en nommant un nouveau Premier ministre, ça pourrait venir de la diaspora. Sinon, qu'est-ce qu'il donnera encore d'extraordinaire?

Bon nombre de togolais souhaiteraient voir une ou un autre à la primature. Il n'est pas trop tard de mieux faire, l'on peut toutefois être surpris de l'avenir de ce gouvernement. A défaut de ce qu'on veut, contentons-nous de ce qu'on a.

Hervé Tévénim Mewenemesse, ingénieur en génie électrique

Je pense que la reconduction du Premier Ministre Klassou s'inscrit dans la logique de poursuivre les actions entamées par le précédent gouvernement. Etant l'un des acteurs clés de l'élaboration du Plan National de Développement (PND) et ayant entamé les actions en vue d'une mise en œuvre effective de ce Plan, je crois qu'on peut comprendre sa reconduction à la tête de ce nouveau gouvernement.

Politique mais aussi fin et discret médiateur, je crois qu'il peut jouer sa partition dans les prochaines échéances électorales à venir. En tant que jeune, je salue également la confiance faite de plus en plus à la jeunesse, qui se traduit une fois encore par l'entrée du sieur Bataka Koutera à la tête du ministère de l'Agriculture. J'encourage le chef de l'Etat à toujours faire confiance à la jeunesse qui est plus que jamais déterminée à travailler d'arrache-pied pour le développement de notre cher pays le Togo.

Aubin Koulété, directeur du site TOGO MEDIAS 24

Cela fait presque 14 années que M. Faure Gnassingbé dirige ce pays. Plusieurs premiers ministres et plusieurs ministres ont travaillé avec lui sans qu'on ne mesure réellement l'impact de leur travail. Ce gouvernement n'a qu'une année. Cela serait trop aussi de dire qu'ils changeront la vie des togolais. Je ne crois pas que les nouveaux qui intègrent le gouvernement ou les anciens vont changer quelque chose à la pratique, s'ils ne se fixent pas des objectifs à atteindre et au bout d'une ou deux ans. C'est ce qu'ils doivent faire, sinon la minorité va continuer par prospérer au profit du bas peuple qui n'a pas de quoi vivre de façon descendante.

La Rédaction

RDC / Politique

Macron demande à Tshisekedi de répondre à la volonté d'alternance des Congolais

Malgré les sérieux doutes émis par la France et le Conseil de sécurité après la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle du 30 décembre 2018 dernier, le président Macron semble bien être obligé de faire avec la nouvelle donne. Dans une lettre adressée au nouveau président de la RDC, ce 28 janvier 2019, Emmanuel Macron, qui évite de féliciter son homologue, l'appelle plutôt à prêter oreille à la volonté d'alternance et de changement des congolais.

On aurait pensé que le président français se fait le nouveau porte-parole des populations congolaises dans sa lettre de ce lundi 28 janvier 2019. Dans un ton savamment mesuré, et sans même féliciter le nouveau locataire du Palais de la Nation, Emmanuel Macron

exprime en gros une volonté d'« aller de l'avant ». Dans sa lettre, en effet, le président français insiste sur « la volonté d'alternance et de changement » des Congolais. Il invite Félix Tshisekedi à « y répondre dans un esprit de « dialogue et de consensus ». Il en profite également



Emmanuel Macron

pour plaider pour la réouverture de la Maison Schengen à Kinshasa. Et ce pour « maintenir les

riches échanges entre nos deux populations », dit Emmanuel Macron. Sans Maison Schengen, il

est devenu très difficile pour les Congolais de se rendre en France.

A l'automne dernier, les discussions avaient bien avancé en vue d'une possible réouverture mais la décision de l'Europe de renouveler début décembre ses sanctions contre quatorze officiels congolais, dont le candidat du pouvoir, y avaient mis un coup d'arrêt. Et désormais, à Paris comme Bruxelles, on aimerait bien qu'une solution fasse partie des premiers gestes de « rupture » promis par le nouveau président, car ce dossier est une véritable épine dans le pied de la relation entre l'Europe et la RDC.

T.M.

Cameroun

Le chef de file de l'opposition Maurice Kamto a été arrêté

Alors qu'il se trouvait au domicile de l'un de ses partisans, le chef de file de l'opposition camerounaise a été interpellé puis arrêté et déféré vers la prison de Yaoundé. Comme lui, d'autres militants du parti PRC ont été arrêtés, ce qui a suscité l'indignation de toute l'opposition.

Maurice Kamto, qui continue de clamer sa victoire à la présidentielle, était apparu au cours d'une marche, samedi soir, pour dénoncer un « hold-up électoral ». Il avait notamment appelé ses sympathisants à poursuivre la mobilisation, après la répression musclée observée au cours des marches organisées plus tôt dans la journée. Au cours de ces manifestations, 117 personnes avaient été

interpellées sur l'ensemble du territoire camerounais, selon des sources officielles. À Yaoundé, 16 personnes étaient toujours détenues lundi, selon les responsables du MRC. L'arrestation de Maurice Kamto est intervenue peu de temps après que l'esplanade de la résidence d'Albert Dzongang a été envahie par des militants du MRC. Ces derniers avaient été alertés à propos du placement en résidence surveillée du

challenger de Paul Biya à la dernière présidentielle. « Le président du MRC est retenu au domicile d'Albert Dzongang depuis 15 heures. Il séjourne depuis samedi à Douala, où il s'est rendu pour soutenir ses camarades qui ont subi des violences au cours d'une marche pacifique », a indiqué à Jeune Afrique Me Emmanuel Simb, vice-président du MRC. Selon le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, les

personnes interpellées sont accusées d'avoir « proféré des revendications infondées ». Il a ajouté que les intéressés se sont exposés « aux sanctions prévues par la loi ». Pour le ministre de l'Administration territoriale, le MRC s'expose à une suspension provisoire ou définitive « si les indices, concordants, de troubles à l'ordre public sont établis ». L'arrestation de l'opposant n'a pas manqué de faire réagir au sein de la classe politique camerounaise, dont la plupart des acteurs ont marqué leur indignation, réclamant « la libération

immédiate » de toutes les personnes interpellées. Les leaders du MRC interpellés lundi à Douala ont été conduits ce mardi à Yaoundé. Un flou réside encore sur leur lieu de détention, des sources indiquent cependant qu'ils se trouveraient dans les services du Groupement spécial des opérations (GSO). Les motifs légaux justifiant les arrestations de ces militants, dont certains ont été interpellés sur leur lit d'hôpital, n'ont pour l'heure pas été communiqués par les autorités.

T.M.

Sénégal / Présidentielle 2019

Définitivement exclus, Khalifa Sall et Karim Wade saisissent la Cedeao

Tout comme Karim Wade, l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall, a vu le Conseil constitutionnel rejeter définitivement sa candidature à la présidentielle. Il vient de saisir la Cour de justice de la Cedeao dans le cadre d'une procédure en urgence contre l'État du Sénégal.

En guise de campagne électorale, Khalifa Ababacar Sall court un marathon judiciaire qui semble n'avoir pas de fin. Ce 20 janvier, à 23 heures locales, le Conseil constitutionnel sénégalais a officiellement rejeté le recours déposé par l'ancien député et maire de Dakar contre la décision invalidant sa candidature. La présidentielle du 24 février devrait donc se tenir sans lui ni Karim Wade, dont le recours a connu le même

sort. Pourtant l'édile déchu, incarcéré depuis mars 2017, ne s'avoue pas vaincu. Le 16 janvier, ses avocats ont déposé contre l'État du Sénégal plusieurs requêtes concomitantes devant la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), qui siège à Abuja. Un va-tout par lequel il espère faire reconnaître son droit d'être candidat malgré sa condamnation en appel à 5 ans de prison,

laquelle n'est, à ses yeux, toujours pas définitive - donc ne saurait l'empêcher de concourir. En novembre, Karim Wade avait le premier saisi la juridiction communautaire pour faire reconnaître la validité de son inscription sur les listes électorales. L'affaire n'a pas encore été examinée. Outre une requête introductive d'instance, les avocats de Khalifa Sall ont également engagé une procédure en référé et une

procédure accélérée, afin que la Cour statue avant l'ouverture officielle de la campagne, prévue le 3 février. Les avocats considèrent en effet qu'en modifiant la loi électorale à quelques mois du dépôt des candidatures, imposant désormais à chaque postulant d'être inscrit sur les listes électorales, les autorités sénégalaises auraient sciemment cherché à écarter deux opposants : Khalifa Sall et Karim Wade. Ils considèrent en outre que seule une décision de justice

pourrait priver Khalifa Sall de son statut d'électeur (donc de candidat), et qu'il n'appartient pas au Conseil constitutionnel de lui nier ce droit. Ils rappellent enfin que le rejet des pourvois en cassation prononcé par la Cour suprême le 3 janvier est toujours soumis à un recours suspensif en « rabat d'arrêt ». Autrement dit, la condamnation du maire de Dakar à 5 ans de prison dans l'affaire de la caisse d'avance, confirmée en appel, ne serait toujours pas définitive.

Jeuneafrique.com



Finance**Des accords de partenariat imminents entre la BOAD et le Mifa**

Le Mécanisme incitatif de financement agricole a de beaux jours devant lui. Selon des informations du site Togofirst, le Mifa bénéficiera bientôt des appuis considérables de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour la mise en œuvre d'un certain nombre de ses activités.

Le Mifa et la BOAD vont signer « dans les prochains jours » des accords de partenariat. A travers ces accords, la Banque ouest africaine de développement va appuyer le Mifa sur plusieurs plans. Les accords devraient porter sur la contribution de la BOAD aux fonds du Mécanisme qui s'élèvent à 100 millions d'euros. Il s'agira de mettre en place une ligne de garantie pouvant faciliter

l'accès des producteurs au financement. C'est le défi essentiel que veut relever le Mifa : permettre aux producteurs d'avoir accès au financement pour réaliser leurs activités. Avec la mise en place du Mifa, plusieurs producteurs togolais bénéficient désormais des prêts à des taux préférentiels. Les accords de partenariat permettront aussi de financer directement les entreprises de la chaîne

de valeur à travers un guichet. Avec ce guichet les entreprises pourront bénéficier rapidement et d'une manière sécurisée et transparente des financements.

Le Mifa veut permettre à ses banques partenaires de disposer de leur demande des lignes de crédits dédiées au financement de l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. Ces accords de partenariat font suite à la présentation faite par la coordination



Le siège de la BOAD à Lomé

du Mifa au siège de la BOAD le 21 janvier dernier. Dans sa dynamique d'accompagner les grands projets de développement

du Togo, la BOAD a trouvé intéressant ce Mécanisme fondé sur le partage de risques.

Félix Tagba

Monnaie**Le franc CFA continue de diviser les Africains**

Les récentes déclarations du vice-président du Conseil italien Luigi Di Maio et du ministre nigérien des Finances Hassoumi Massaoudou par rapport au FCFA continuent d'animer les débats auprès de l'opinion africaine et internationale. Le franc CFA est-il bon pour les Africains, la monnaie contribue-t-elle au développement ? La France pille-t-elle l'Afrique avec l'arrimage du FCFA à l'euro ? Autant de questions qui continuent de faire couler beaucoup d'encre et de salive tant chez l'élite africaine que chez le citoyen lambda.

Le franc CFA divise l'Italie et la France jusqu'à compromettre leurs relations diplomatiques. C'est dire l'importance de cette monnaie et du continent lui-même. L'Italie est-elle furieuse contre la France après avoir perdu la bataille d'Adoua contre l'Éthiopie ? L'Italie n'a aucune ancienne colonie en Afrique et ne pourra pas jouir des privilèges de la France qui entretient toujours de bonnes relations avec ses anciennes colonies. Chacun tire le drap de son côté. Certains pensent que c'est un débat d'intérêt. L'immigration évoquée par les dirigeants italiens est un faux problème. Pour l'économiste togolais Kako Nubukpo, l'Afrique serait la grande perdante dans ce débat. La monnaie joue un rôle important dans l'économie d'un pays. Les grandes puissances ont leurs propres monnaies ou une monnaie d'une union économique et monétaire.

Le FCFA est hérité de la colonisation et utilisé par des pays qui constituent la zone franc.

Mais seulement, cette monnaie est fabriquée par la France. Selon certaines opinions, il est inconcevable en ce 21e siècle que des pays qui se disent indépendants laissent la France imprimer leur monnaie. Il se pose un problème de souveraineté des pays africains.

Les banquiers centraux de la zone franc pensent qu'il ne s'agit que d'une relation de sous-traitance entre la France et ses anciennes colonies. Le Franc CFA est arrimé à l'euro selon une parité fixe décidée par la France. Et pour cela les pays de la zone franc doivent déposer 50% de leurs réserves d'échanges au trésor français. C'est-à-dire que les anciennes colonies doivent verser par an des centaines de milliards d'euros à la France pour service rendu.

La France tire ainsi beaucoup d'avantages de ce système. Le pays a beaucoup d'intérêts économiques et des liens commerciaux avec ses anciennes colonies. Parmi ces avantages on peut dire par exemple que le système permet

à plusieurs entreprises françaises d'investir en Afrique. Pour certains l'Afrique finance gratuitement la France.

Et l'Afrique en retour, que gagne-t-elle de ce système ? Beaucoup de choses selon le Nigérien Hassoumi Massaoudou. Il cite en exemple la sécurisation des investissements sur le plan du pouvoir d'achat.

Ce débat sur le FCFA ne finira pas tant que les Africains n'auront aucune emprise sur leur souveraineté monétaire. Mais à l'heure actuelle, l'Afrique est-elle capable de garantir cette souveraineté sans la France ? En tout cas ce ne sont pas les élites qui manquent sur le continent. Pour l'heure, les Africains doivent continuer par travailler pour développer leur continent en oubliant le FCFA pour ne pas continuer d'être divisés. Car ce n'est ni la France, encore moins l'Italie ou un autre pays étranger qui viendra développer le continent à la place des Africains eux-mêmes. Impossible.

F.T.

Microfinance**Le nombre de clients enregistrés en 2018 passe à 2 483 190, soit une hausse de 9,5%**

Les populations s'intéressent de plus en plus aux institutions de microfinance au Togo. Le nombre de clients a connu une hausse de 9,5% au troisième trimestre de l'année 2018 en variation annuelle. Selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), les bénéficiaires des institutions de microfinance sont en augmentation. En fin septembre 2018, le nombre de clients de ces institutions s'élevait à 2 483 190.

Au Togo, les microfinances ont le vent en poupe. Elles ont tout de même perdu une unité sur la période. Les entités évoluant dans ce secteur sont estimées à 75 pour le compte du 3^e trimestre de 2018. Les points de services ont augmenté de 462 à 515 unités pour cette même période. Ce qui montre l'intérêt des populations envers ces institutions. L'augmentation des clients a entraîné aussi la hausse des dépôts d'argent. Plus, le nombre augmente, plus les dépôts d'argent s'élèvent. Les clients ont déposé au total une somme de 188 milliards FCFA en fin septembre 2018 dans les microfinances sur toute l'étendue du pays, alors que ce montant s'élevait à près de 165 milliards FCFA en glissement annuel.

Les emprunts restant à rembourser, les encours de crédits sont aussi en hausse. Ils sont passés d'environ 140,5 milliards de FCFA à 161 milliards de FCFA. Par contre les recouvrements des créances ont connu une baisse. Les créances en souffrance passent de 11,9 milliards de FCFA à 13,709 milliards de FCFA. Les crédits des Systèmes financiers décentralisés (SFD) sont estimés à 8,5% contre 8,43% un an plus tôt, alors que la norme généralement admise est de 3%.

Des innovations sont attendues dans ce secteur pour rapprocher plus les clients. Plusieurs d'entre elles envisagent par exemple d'associer la technologie à leurs services et de digitaliser leurs opérations.

F.T.



Le nouveau gouvernement en images



11. *Ministre de la santé, et de l'hygiène publique : prof Mijiyawa Moustapha*



9. *Garde des sceaux, ministre de la justice : Pius Agbetomey*



8. *Ministre de l'économie et des finances : Sani Yaya*



6. *Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur : Robert Dussey*



14. *Ministre de l'enseignement technique, de la formation et de l'insertion professionnelle : Tairou Gbabiègue*



4. *Ministre des postes, de l'économie numérique et des innovations technologiques : Mme Cina Lawson*



13. *Ministre du commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale : Kodjo Adedze*



17. *Ministre de l'eau, de l'équipement rural et de l'hydraulique villageoise : Antoine Gbegben*



26. *Ministre de l'Agriculture, de la production animale et halieutique : Koudera Bataka*



16. *Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation : Mme Tchabignadi Kolani Yentcharè*



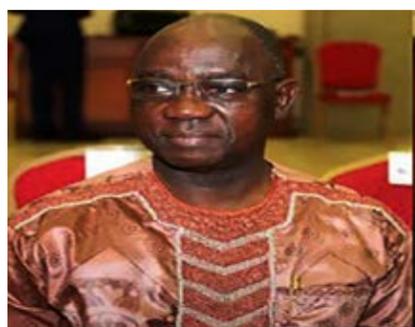
Secrétaire d'Etat en charge de la Finance Inclusive et du Secteur Informel : Mazamesso ASSIH



12. *Ministre auprès du président de la République : Sily Kpabrè*



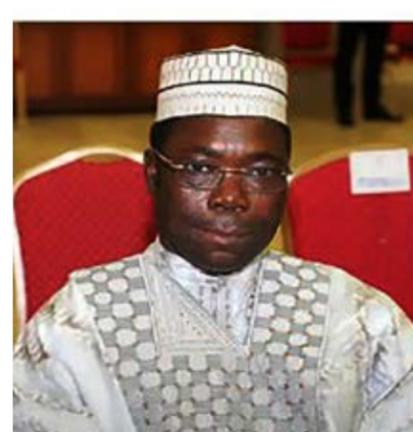
19. *Ministre des infrastructures et des transports : Mme Zouréatou Tchakondo, épouse Kassa-Traoré*



21. *Ministre de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature : Olutokum Olu David*



22. *Ministre de la culture, du tourisme et des loisirs : Kossivi Egbetogno*



24. *Ministre de la Communication, des sports et de l'éducation à la citoyenneté et au civisme : Foli-Bazi Katari*



10. *Ministre des mines et des énergies : Dèdèlouwè Aby Bidamon*



20. *Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche : professeur Koffi AKPAGANA*



2. *Ministre du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse : Mme Victoire Tomegah-Dogbé*



5. *Ministre de la sécurité et de la protection civile : général Damehane Yark*



3. *Ministre de la fonction publique, du travail, des réformes publiques et de la protection sociale : Gilbert Bawara*



7. *Ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales : Payadowa BoukpeSSI*



25. *Ministre de la ville, de l'urbanisme, de l'habitat et de la salubrité publique : Mme Koko Ayéva*



23. *Ministre délégué auprès du ministre de l'eau, de l'équipement rural et de l'hydraulique villageoise: Kanfitine Issa Tchébé.*



18. *Ministre des droits de l'homme et chargé des relations avec les institutions de la république : Christian Trimua*



15. *Ministre de la planification du développement et de la coopération : Mme Demba Tinakpa*

AVIS DE RECRUTEMENT

La société Print Factory pour assurer un meilleur développement de ses activités et répondre efficacement aux attentes de ses clients recrute un community manager et une assistante de direction pour le renforcement de son équipe.

1- Community manager

Vous serez chargé du pôle communication et de la gestion des contenus sur les réseaux sociaux.

Missions

- Déclencher les émotions grâce à la création des contenus percutants.
- Rédaction et publication des tweets
- Développer les relations avec les internautes
- Assurer la fidélisation des internautes
- Créer et animer une communauté
- Faire un suivi régulier des statistiques
- Veille informationnelle et concurrentielle
- Suivi et gestion des campagnes publicitaires

Profil

Ce poste est destiné aux titulaires d'un BAC +2 / 5 en communication et community management. Il s'avère primordial d'avoir un sens d'écoute et d'empathie afin de fédérer les internautes autour des valeurs de l'entreprise. Justifié d'une expérience d'au moins 1an dans le domaine.

Aptitudes

- Avoir le sens de l'organisation
- Travailler en équipe
- Maitriser le pack office
- Maitriser les logiciels graphiques (Photoshop, Adobe Illustrator, design)
- Avoir des notions en photographie
- Etre créatif

Dossiers de candidature

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse infos2prints@gmail.com

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

Contact : 22 22 94 51

Les candidatures féminines sont encouragées.

Date limite du dépôt des dossiers

Offre valable jusqu'au 14 février

2- Assistant (e) de Direction

Rattaché à la direction, vous serez chargé de la gestion administrative et de la comptabilité de la société.

Missions

- Gestion de l'agenda du Directeur Général
- Tenue de la caisse
- Accueillir et informer les clients
- Assurer le standard téléphonique
- Rédaction des courriers
- Gestion logistique
- Élaborer les dossiers d'appels d'offres
- Assurer la transmission de l'information au sein de l'équipe

Profil

Vous devez être titulaire d'un Bac +2 / 5 en management, assistant(e) de direction, communication ou tout autre diplôme équivalent. Justifié d'une expérience d'au moins 2ans dans le domaine.

Aptitudes

- Qualités rédactionnelles
- Bonne maitrise du pack office
- Excellentes capacités de synthèses
- Sens de l'organisation
- Rigoureux et être ponctuel

Dossiers de candidature

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse info2prints@gmail.com

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Seul les candidats sélectionnés seront contactés

Date limite du dépôt des dossiers

Offre valable jusqu'au 14 Février

Concours « Nana 2019 »

La revalorisation des femmes rondes

Les femmes rondes sont souvent stigmatisées par la société, esclave des codes de minceur. A travers le concours de beauté dénommé concours de beauté des « Rondes Nana », c'est une place de choix qui est offerte aux femmes rondes.

La promotrice Kayissan Dominique Atayi veut montrer que les femmes rondes peuvent être aussi belles et sensibiliser les jeunes filles du Togo et du Bénin sur les sujets sensibles.

« Au-delà d'un simple concours de

beauté, l'évènement est une plate-forme d'échanges sur la manière d'être et d'assumer ses rondeurs dans une société esclave des codes de minceur », a précisé Mme Kayissan Dominique Atayi.

Cette compétition de beauté est ouverte à toutes les

filles togolaises ou béninoises, âgées de 18 à 30 ans, d'une taille de 1.60 mètre au minimum et ayant un tour de bassin minimum de 116 centimètres.

A l'issue du casting qui se fera en février 2019, les inscriptions vont prendre fin le



Des femmes rondes

31 janvier prochain au Togo et au Bénin. Douze candidates vont être retenues

pour la couronne « Nana 2019 ».

La rédaction

Identité africaine

Des poupées de couleur noire pour les Africains

La plupart des poupées qu'on trouve sur le marché sont de couleur blanche. Une start-up sud-africaine veut changer la donne en créant une nouvelle gamme de poupées noires. Une manière pour cette start-up de rendre hommage à l'identité africaine et permettre aux enfants de s'identifier à travers les poupées.

La collection de poupées de la Sud-Africaine est dénommée « Sibahle » qui signifie « nous sommes beaux » dans la langue locale zouloue. Des coiffures afro aux robes cousues à la main, les poupées sont de plus en plus populaires. La création de

poupées noires vient non seulement révolutionner le marché des poupées, autrefois uniquement de couleur blanche mais aussi, susciter un esprit d'appartenance au continent noir chez l'enfant. « Quand je lui ai acheté la poupée, elle disait - regarde maman,



Une poupée de couleur noire

elle me ressemble. Alors maintenant, elle n'essaye plus d'être

ce qu'elle n'est pas, et elle est capable de s'identifier à cette

poupée », a témoigné Mona-Claire Moyo, une mère.

La start-up entend renforcer la confiance des enfants africains en créant des poupées au travers desquelles ils peuvent s'identifier.

« Nous nous sommes dit : et si nous créions une poupée qui serait représentative d'un enfant africain, que l'enfant grandisse sachant qu'elle est belle, qu'elle est jolie », explique le copropriétaire de la collection Sibahle, Khulile Vilakazi-Ofosu.

Nadia Edodji

Lire

« Allah n'est pas obligé » d'Ahmadou Kourouma. Ed Points. Pp 33

« ...Son action eut un retentissement international et beaucoup de personnes à travers le monde voulurent l'aider et on ne parla que de lui. Cela ne plut pas à tout le monde et surtout pas au dictateur Doe qui commandait encore à Monrovia. Le dictateur envoya des assassins à ses trousses. Il échappa d'un cheveu et eut juste le temps de rejoindre Taylor. Taylor l'ennemi juré de Samuel Doe. Taylor le nomma

colonel et lui confia de grandes responsabilités. Il eut le commandement de toute une région et la responsabilité d'encaisser les taxes de douanes pour son chef Taylor à Zorzor. Le village de Zorzor comprenait trois quartiers. Le quartier d'en haut où était concentrée l'administration du colonel Papa le bon. Le quartier des pailotes des natives (les natives, c'est les indigènes du pays d'après Harrap's) et le quartier des réfugiés. Les réfugiés étaient les plus peignards dans le pays. Tout le monde leur donnait à manger, le HCR, des ONG. Mais on n'acceptait là que des

femmes, des enfants de moins de cinq ans et des vieillards ou des vieillards. Autrement dit, c'était con : moi, je ne pouvais pas y aller. Gnamokodé (bâtard) ! Le quartier d'en haut était une sorte de camp retranché. Un camp retranché limité par des crânes humains hissés sur des pieux, avec cinq postes de combat protégés par des sacs de sable. Chaque poste était gardé par quatre enfants-soldats. Les enfants-soldats bouffaient bien toutes les bonnes choses. Parce que s'ils ne bouffaient pas bien, ils pouvaient foutre le camp et ça pouvait être mauvais pour le colonel Papale

bon. Le quartier d'en haut comprenait aussi des bureaux, un arsenal, un temple, des habitations et des prisons. La première chose dans le quartier d'en haut, c'était l'arsenal. L'arsenal était une sorte de bunker au centre du camp retranché. Le colonel Papa le bon avait les clés du bunker à la ceinture sous la soutane. Il ne s'en séparait jamais. Il y avait des choses dont Papa le bon ne se séparait jamais : les clés de l'arsenal, son éternel kalach et le grigri de protection contre les balles. Faforo ! Ça dormait, mangeait, priait et faisait l'amour avec ces choses-là, le kalach, les clés de l'arsenal et

le grigri de protection contre les balles. La deuxième chose dans le quartier d'en haut, c'étaient les prisons. Les prisons n'étaient pas de véritables prisons. C'était un centre de rééducation. (Dans le Petit Robert, rééducation signifie action de rééduquer, c'est-à-dire la rééducation. Wahahé ! Parfois le Petit Robert aussi se fout du monde.) Dans ce centre, le colonel Papa le bon enlevait à un mangeur d'âmes sa sorcellerie. Un centre pour désensorceler. Il y avait deux établissements distincts. Un pour les hommes ; il ressemblait à une véritable prison avec barreaux et gardiens...»

Championnat national D1 et D2

ASCK, Unisport et Ifodjé respectivement en tête

La seconde phase du championnat national de football de première et deuxième division a démarré. Une première phase qui s'est terminée avec un classement très serré que ce soit en haut du tableau ou en queue de peloton. Il y a donc du suspense en l'air.



Action de jeu du match Entente 2 vs Arabia

Pour la 14ème journée D1, le champion à mi-saison Asck de Kara recevait à domicile Gomido de Kpalimé le 6ème au classement. Et l'Asck a été tenu en échec par les Shows boys. Asck malgré sa position de leader inquiète sérieusement. Après une déculottée reçue le weekend dernier, les chauffeurs de Kara sont encore tenus en échec. Ces mauvais résultats de l'Asck peuvent s'expliquer en partie par la méforme de son buteur maison

Koudagba Kossi qui est devenu muet depuis quelques journées.

Les poulains du Coach Bonfoh Arimiyaou ne font plus de cadeaux à leurs adversaires. La victime de cette journée s'appelle As OTR battue 2 buts à 1. Et pourtant ce sont les otérois qui ont ouvert la marque à la 35ème minute. Du bon vent souffle également pour As Togo port qui est en train de revenir dans le championnat. Les Dockers ont laminé Asko 3 buts à 0. Le club de la Kozah retombe

dans la zone de la relégation.

À Tchamba, Dyto a été battu dans les deniers instants du match 1 but à 0 devant Koroki. Sara FC assure le service minimum face à Anges de Notsè 1 but à 0 également.

Sémassi n'a plus rien gagné, tout comme Maranatha qui enchaîne aussi des matchs nuls. Les deux formations se sont encore séparées sur un nul de 0 but partout.

Pour la 14ème journée,

en tout dix (10) buts dont deux (02) sur penalty ont été marqués avec une moyenne de 1,42 but par match. Les rencontres As Togo Port # Asko et As OTR # Gbikinti sont les plus prolifiques en buts. Trois (03) de chaque côté.

Au classement à l'issue de cette 14ème journée, les conducteurs de la Koza (ASCK) sont premiers avec 24 points, suivi de très près par Sara Fc de Bafilo, 22 points. Togo port sort de la zone rouge et se place à la 12ème place avec 16 points. Les requins d'Aného restent fidèles à leur dernière place, 14ème, avec seulement 12 points.

La deuxième division est à sa 12ème journée. Le championnat national de football de deuxième division a bouclé le weekend dernier son 12ème chapitre dans la zone sud tandis que la zone nord était à sa 10ème journée. Une journée très décisive pour certains états-majors à l'instar du club Agaza et Entente2 de Lomé qui enchaînent une énième victoire d'affilée

et se relancent dans la course au titre tandis qu'au Nord, le leader Unisport et son dauphin Agouwa ont été tenu en échec respectivement par Kakadl et Foukpa.

À l'issue de cette journée, le leader de la zone Sud Ifodjé d'Atakpamé conserve son fauteuil grâce à sa victoire à domicile face à Asfosa de Lomé battu 1-0. Au nord, Unisport de Sokodé malgré son match nul, reste en tête du classement. Les résultats de la zone nord se présentent comme suit: Foukpa 1-1 Agouwa, Doumbé 2-1 Odalou, Unisport 1-1 Kakadl, As Binah 4-1 TAC. Unisport de Sokodé est premier au classement avec 20 points secondé par Agouwa de Koussountou, deuxième et perd ainsi sa place de leader de la phase aller. Au sud, les scores des rencontres quelques peu logiques: Étoile 3-0 SNPT, Agaza 2-1 Okiti, Ifodjé 1-0 Asfosa, Kotoko 0-0 Espoir, Entente II 1-0 Arabia.

Ifodjé consolide sa place de premier avec 28 points, dépassant ainsi de 6 points son dauphin, l'Étoile filante. Les phosphatiers (SNPT) sont derniers (10ème) avec 5 minuscules points.

Attipoe Edem Kodjo

Organisation des prochaines CAN

La Côte D'ivoire dit « oui » au glissement de sa CAN 2021 à 2023

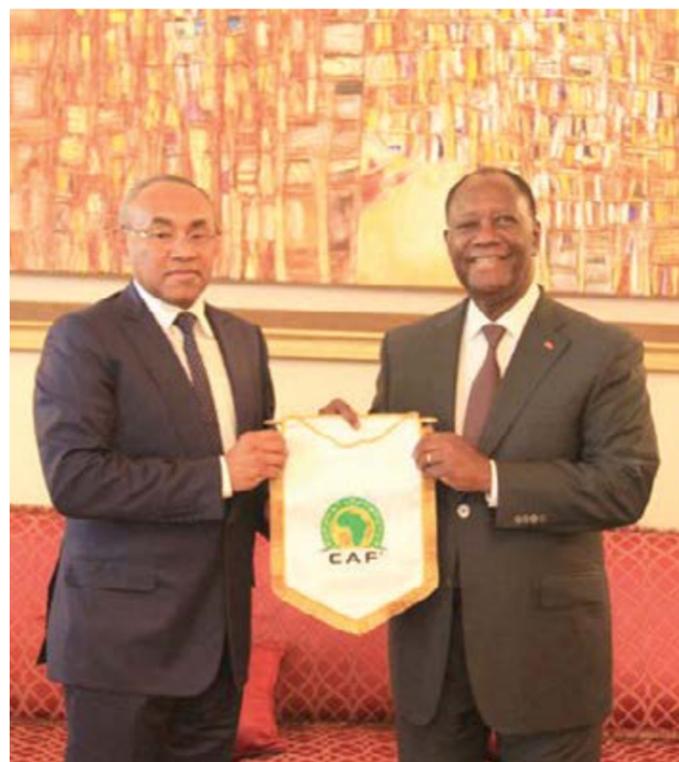
Mission réussie pour Ahmad. Après avoir attribué la CAN 2021 au Cameroun, obtenu l'accord de la Guinée d'organiser celle de 2025 en lieu et place de 2023, le président de la CAF (Confédération africaine de football) vient d'obtenir le ok de la Côte d'ivoire pour décaler sa CAN de deux ans.

Le dirigeant malgache est arrivé lundi à Abidjan. Hier mardi, il s'est entretenu avec Alassane Ouattara, le chef de l'Etat ivoirien. A l'issue de la rencontre, il a annoncé la bonne nouvelle. D'après Ahmad, la Côte d'Ivoire a accepté

par « solidarité » au Cameroun, qui a investi dans les infrastructures d'accueil sans être prêt pour l'édition 2019, qui lui a été attribuée. Initialement, le pays des Eléphants devait abriter l'événement en 2021. Il aura deux ans de plus pour mieux se préparer.

Par ailleurs, la FIF (Fédération ivoirienne de football) qui a introduit un recours auprès du TAS (Tribunal arbitral du Sport) va retirer sa plainte. Tout est bien qui finit bien, va-t-on dire.

Avec www.africatopsports.com



Ahmad Ahmad et le président Alassane Ouattara

Violation des droits de l'Homme

Entre les gouvernants et leurs opposants, qui faut-il accuser ?

Très souvent nous assistons à la violation des droits de l'Homme tant dans notre pays qu'ailleurs dans le monde. Cette violation se remarque à plusieurs niveaux de la société. Mais les violations dont on parle le plus, sont liées aux droits civils et politiques. Lorsque des manifestations publiques dégèrent l'on assiste à des exactions commises en grande partie par ceux qui détiennent la force, les forces de l'ordre, mais aussi par des manifestants.

À l'issue de ces affrontements, on enregistre des blessés et malheureusement aussi des morts. La majorité des victimes viennent des rangs des manifestants. Il arrive aussi que les forces de l'ordre subissent des brimades. Lorsque les manifestants parviennent à mettre la main sur quelques-uns, ils se vengent en déversant toute leur colère sur ces pauvres policiers et gendarmes. Qui faut-il alors accuser pour cet état de choses

? Les gouvernants qui voulant exercer leur droit régalien et maintenir l'ordre, usent à juste titre de la force publique ? Ou les opposants politiques qui contre vents et marées envoient leurs militants pour manifester ? Il est difficile de rejeter le sort sur l'un ou l'autre camp parce que chacun d'eux ne manquera pas d'arguments pour se défendre. Ceux qui détiennent le pouvoir disent vouloir préserver la paix, la stabilité, la cohésion sociale,

l'intérêt général. En tout cas c'est leur mission et personne ne pourra la leur contester.

Les opposants aussi affirment lutter pour l'intérêt général, notamment pour plus de justice sociale, la démocratie, le respect de la loi et des droits de l'Homme, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, l'alternance etc. Ils sont aussi dans leur rôle. C'est leur droit de vouloir conquérir le pouvoir et l'exercer. Seulement, cela ne doit pas se faire au détriment des vies



Droits de l'Homme

humaines. Face à une situation où on est obligé de couper la poire en deux, il ne reste qu'à placer tout le monde devant ses responsabilités. Les droits de l'Homme sont universels et leur

respect ne devient pas facultatif face à des intérêts quels qu'ils soient. Ceux qui violent délibérément les droits de l'Homme, doivent en répondre devant la justice.

Edem Dadzie

DMi
directmédia

Société adhérente de



Edition



Presse



Radio



Télévision

R e j o i g n e z - n o u s a u j o u r d ' h u i



Cocoveli, Rue Sanelit, 3^e maison avant Groupe CA-EB, RCCM N° TG-LOM 2015 B 1045
BP 30117 - Tél. 22 25 02 28 / 90 15 89 77 / 97 87 12 42 - E-mail : atogomatintn@gmail.com

BOA *Express*

**TRANSFERT D'ARGENT
RAPIDE ET SÉCURISÉ**



• Bénin • Burkina Faso • Côte d'Ivoire • Mali • Niger • Sénégal • Togo

